

Karl Polanyi contre la société de marché²

Introduction – la première mondialisation et son spectre

Les politiques économiques et sociales conduites en Europe durant la présente décennie sont guidées par un impératif central : tout faire pour que le capital reprenne son élan après la débâcle de l'année 2008 et les années de stagnation qui ont suivi³. Mais, on ne souligne pas assez à quel point le *parti du mouvement* du capital est le *parti de la peur* de masse : n'agite-t-on pas, sans cesse, cette peur que devrait causer chez l'homme ordinaire toute alternative à l'ordre actuel ? Ces manœuvres ont un certain succès. Toute interrogation relative au bien-fondé de l'Euro est devenue un sacrilège, en dehors, bien sûr, du cercle des économistes professionnels⁴ : les « intérêts établis », comme le disait si bien l'économiste contestataire Thorstein Veblen⁵, ont réussi à interdire tout débat rationnel au sein de l'opinion. Or, la question monétaire contient en germe des interrogations essentielles quant à la légitimité de ces intérêts établis : la question monétaire est, en son fondement, comme nous tenterons de le montrer, politique et, plus encore, civilisationnelle⁶. Il n'est pas possible de discuter seulement de l'économie de marché : il faut penser ce qui la rend possible, c'est-à-dire la *société de marché*. Tel est un enseignement majeur de la pensée de Karl Polanyi (1886-1964) permettant de comprendre la particularité de l'ordre européen actuel, disons de la forme contemporaine de cette société de marché en Europe.

Certes, Polanyi est né dans un siècle qui semble déjà lointain et ses écrits les plus importants datent des années 1930-1950 à une époque où les préoccupations essentielles sont de penser le fascisme, l'interventionisme et de nouvelles méthodes pour les sciences sociales. Ces thèmes semblent *a priori* fort étrangers à nos préoccupations contemporaines. Et pourtant : penser les fascismes, le stalinisme, le *New Deal*

¹ Auteur d'*Avez-vous lu Polanyi?*, Flammarion, 2011 et éditeur avec Michele Cangiani des *Essais de Karl Polanyi*, Seuil, 2008 et de Karl Polanyi et alii, *Commerce et marché dans les anciens empires*, postface par Alain Guéry, Le Bord de l'Eau, 2017. Site personnel <https://jerome-maucourant.com/>

² D'abord paru *Krisis* en 2018 (pp. 75-100), ce texte a servi de support à la conférence donnée pour l'association « Comprendre » (Les rencontres de la Bouvèche) le 21 mai 2024. L'intitulé en était « Le concept de marché : une histoire – Actualité de *La Grande Transformation* (1944) de l'historien et économiste hongrois Karl Polanyi ».

³ Rappelons à quel point les économistes professionnels de la tendance dominante se sont trompés. Entre mille, citons Charles Wyplosz : « *Ce n'est pas parce que les financiers s'affolent un peu vite que nous devons, nous aussi, paniquer. Les pertes dues à la crise de l'immobilier aux Etats-Unis et ailleurs (là aussi, la contagion peut s'étendre) peuvent parfaitement être absorbées, d'autant qu'on a vu venir la crise* » (« Crise financière : pas de panique ! », *Rue 89*, 10 août, 2007, en ligne). Quand on connaît l'influence de ce genre d'économiste auprès du FMI ou de la Commission européenne, on comprend leur énorme responsabilité : ils ont entretenu l'illusion que les choses pouvaient continuer comme avant et ont donc encouragé la marche vers l'abîme. Et ils continuent de donner des leçons ...

⁴ Joseph Stiglitz écrit ceci « *While there are many factors contributing to Europe's travails, there is one underlying mistake: the creation of the single currency, the euro [...] The costs of dissolution – both financial and emotional – may be very high. But the costs of staying together may be even higher* » (*The Guardian*, « The problem with Europe is the euro », en ligne, août 2016). Le regard critique envers le principe même de l'Euro (ou de son fonctionnement sous la férule allemande) n'émane pas seulement d'économistes adeptes de l'interventionnisme : il est partagé aussi par des libéraux rigoureux, comme Milton Friedman écrivant de façon prophétique « *I believe that adoption of the Euro would have the opposite effect. It would exacerbate political tensions by converting divergent shocks that could have been readily accommodated by exchange rate changes into divisive political issues. Political unity can pave the way for monetary unity. Monetary unity imposed under unfavorable conditions will prove a barrier to the achievement of political unity* » (« The Euro: Monetary Unity To Political Disunity? », *Project Syndicate*, en ligne, août 1997). La question de la pertinence de l'ordre monétaire européen ne relève pas *a priori* de choix idéologique. L'interdit dominant jeté, en Europe, sur tout débat sérieux en matière de monnaie est conforme à un certain régime de domination.

⁵ Sur ce penseur trop négligé, Mohamad K. Salhab et Jérôme Maucourant eds., *État, rente et prédation - l'actualité de Veblen*, Ifpo/ULF, Beyrouth-Damas, 2016, en ligne.

⁶ La forme *actuelle* de la civilisation européenne est, bien sûr, configurée par le « système de l'argent », comme le nomme Alain de Benoist, qui souligne : « *Ce dont on peut avoir toujours plus, on n'en a jamais assez [...] C'est pour cela que les anciennes civilisations européennes n'ont cessé de mettre en garde contre la passion de l'argent pour lui-même [...] le déclin des dieux (ragnarökr) étant lui-même la conséquence d'une convoitise (l'« or du Rhin »)* ». Dans *Au Bord du gouffre – la faillite annoncée du système de l'argent*, *Krisis*, 2011, p. 13). Mais, cette forme actuelle peut n'être que transitoire, tout est affaire de politique.

ou le travaillisme britannique - autant de modalités de la *Grande Transformation*⁷, c'est tenter de comprendre pourquoi et comment s'est effondrée, dans les années 1930, une civilisation jusqu'à la unique, la société de marché. Qui a frappé de nouveau à la porte de l'histoire avec la mondialisation des années 1990. De même, la méthode comparative qu'il défend a tout son sens dès lors que nous devenons conscients qu'il y a différentes manières d'enchaîner l'économie dans la société et la nature, dès lors que nous comprenons qu'autonomiser le champ économique est un mouvement aussi utopique que catastrophique. Lire Polanyi aide à comprendre que le marché ne nous affranchit pas de la nécessité de la politique. C'est par celle-ci que s'instituent les marchés et c'est aussi grâce à celle-ci qu'ils peuvent être contenus, sauf à mépriser la vie humaine et à s'accommoder de la dévastation de la nature.

Nous tenterons donc, d'abord, d'esquisser à grand traits la problématique de l'économiste-historien hongrois, penseur de la première mondialisation et de son échec, avant d'en tirer des leçons à l'heure des difficultés grandissantes de la seconde. Enfin, nous essaierons d'éclairer les contradictions, voire les apories de la pensée « critique », laquelle est souvent à « gauche » et se réclame parfois de l'œuvre d'un auteur dont on liquide des fondements majeurs, comme le marxisme ou l'attachement à la conception occidentale de la souveraineté.

Une analyse « institutionnaliste »

L'empire des « marchandises fictives »

Selon Polanyi, la culture occidentale et le capitalisme reposent, depuis deux siècles, sur le postulat que la terre, le travail et la monnaie sont des marchandises. Or, généralement, ces « facteurs de production » n'ont pas été produits pour être vendus, à la différence des marchandises ordinaires. Il les définit donc comme des « marchandises fictives »⁸ recouvrant d'un voile idéologique la réalité de la Nature, de l'Homme et de la Société. Telle est donc une signification de la grande coupure s'établissant entre la modernité, et les sociétés traditionnelles ; en Europe, celles-ci perdurent jusqu'au XVIIIe siècle sous la forme des sociétés d'Ancien Régime au sein desquelles la féodalité et la religion demeurent essentielles. C'est pourquoi Polanyi écrit : « Aristote avait raison : l'homme n'est pas un être économique mais un être social. En se procurant des biens matériels, son but [est] plutôt de s'assurer la bienveillance, un certain statut et des avantages sociaux. Ses incitations ont un caractère « multiple » que nous relient à un besoin de reconnaissance sociale »¹⁰. Ce qui implique : « Les relations sociales de l'homme englobent en règle générale (as a rule) son économie [...] Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin »¹¹.

Pour le dire autrement, l'économie est normalement *enchâssée* (*embedded*) dans la société. Mais alors, aux yeux des utilitaristes que nous sommes devenus (en général), la question des motivations régissant la production et les échanges des biens ou services se pose. Polanyi observe alors que l'inclination dominante d'une époque, le respect de la tradition, la religion, l'honneur ou le service du prince *etc.*, peut constituer la motivation principale organisant l'économie¹² : l'homme semble dès lors déterminé par la tradition, la religion ou la politique. Est-ce à dire, comme l'ont suggéré nombre de détracteurs libéraux de Polanyi, armés de leur bien problématique « individualisme méthodologique », qu'il s'agit là de conceptions naïves, car on ne saurait naturellement faire fi de l'intérêt personnel ? Cette interrogation n'est pas pertinente : l'individu n'existe pas en soi, inséré qu'il est toujours dans un réseau d'obligations réciproques, de règles (évolutives) qui donnent de la substance à ses intérêts. Les dissertations des économistes sur l'« utilité » individuelle ou la « satisfaction » des acteurs ne peuvent avoir de sens qu'au regard du réseau culturel et institutionnel dans lequel sont immergées ces entités qu'on nomme « individus ». La précision que donne Polanyi à ses détracteurs de l'avenir est claire :

⁷ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983 (1944 pour l'édition anglaise), p. 295.

⁸ *Ibid.*, p. 107.

⁹ Le lien entre monnaie et société dans la correspondance entre les marchandises fictives et leur substrat est souligné par Jean-Michel Servet, « L'institution monétaire de la société selon Karl Polanyi », *Revue Economique*, 44, 6, 1993, pp. 1127-1149.

¹⁰ Karl Polanyi, « La mentalité de marché est obsolète », pp. 505-519, dans *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*, p. 509 (1947 pour le texte en anglais).

¹¹ Karl Polanyi, *La Grande Transformation, op. cit.*, pp. 74-75.

¹² Karl Polanyi, « La mentalité de marché est obsolète », *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*, p. 512 : « En fait, les hommes travaillent pour des raisons multiples et variées tant que les choses sont organisées à cet effet. Les moines faisaient du commerce pour des raisons religieuses, et les monastères devinrent les plus grands centres de commerce d'Europe ».

« Le prix conféré à la générosité est si grand, quand on le mesure à l'aune du prestige social, que tout comportement autre que le plus total oubli de soi n'est simplement pas payant »¹³.

Les lectures faisant par conséquent de Polanyi un nostalgique du bon sauvage ou un partisan de la thèse de la « sursocialisation » précapitaliste (relativement à la sous-socialisation » contemporaine¹⁴) se fourvoient ; à dire vrai, ces critiques reflètent tout simplement le triomphe de la bourgeoisie qui a scindé la vie entre l'« idéal », d'une part, et le « matériel »¹⁵, de l'autre. D'ailleurs, l'idée courante de nos jours que l'honneur puisse n'être qu'un vain mot exprime une morale de boutiquier ; c'est, avouons-le, une croyance répandue dans le courant dominant de la science économique. Les choses doivent être appréhendées différemment, Polanyi remarquant à cet égard, quant à l'homme d'avant l'Etat ou le capitalisme libéral, que l'anthropologie contemporaine discrédite « sa prétendue incapacité d'appréciation de ses intérêts personnels [...] on a découvert que l'homme était sensiblement le même à travers les âges »¹⁶. On comprend dès lors que les discussions confuses sur la nature intéressée ou non de l'homme ne soient pas pertinentes pour l'entreprise de Polanyi : les institutions d'un moment, leur agencement, leur interaction et leur évolution sont les facteurs cruciaux à prendre en compte.

D'ailleurs, aux Etats-Unis, au XXI^{ème} siècle, émerge une école de pensée dite « institutionnaliste »¹⁷ qui raisonne pareillement et conteste l'emprise croissante de l'économie néoclassique¹⁸ et ses fondements utilitaristes. L'institutionnalisme de Polanyi doit donc être remis dans le contexte du développement d'une économie critique, différente du rameau keynésien, et qui fait une large part à l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie économique. Mais, la démarche de Polanyi ne se réduit pas à ces points précis : il met l'accent, bien plus que d'autres auteurs institutionnalistes, sur les *effets pervers* causés par le développement des « marchandises fictives » sur le devenir de la société. L'essence du libéralisme économique est en effet de briser les institutions qui assuraient à l'homme sa subsistance pour l'exposer aux aléas du marchés. Dire que le « travail et la terre deviennent des marchandises fictives [...] n'est qu'une formule abrégée pour exprimer la liquidation d'absolument toute institution culturelle dans une société organique »¹⁹.

La société de marché n'est donc en rien un « ordre spontané », pour reprendre le mot de l'un de ses thuriféraires, Friedrich Hayek²⁰ : il faut une *politique* libérale pour détruire les protections de l'Ancien Régime et organiser un mouvement d'expansion des marchés. Certes, la politique délibérée d'institution des marchés date d'avant l'ère libérale : il s'agit du mercantilisme, cette « révolution commerciale »²¹ qui, en Occident, a propulsé les relations monétaro-marchandes à des sommets alors inconnus pour asseoir la puissance d'Etats en lutte permanente. On a contraint à cet effet le paysan *via* le paiement de l'impôt à se tourner de plus en plus vers le marché, ce qui l'expose à livrer des éléments essentiels de sa vie ordinaire. Toutefois, la signification historique de la révolution mercantiliste est bien différente du sens de la révolution capitaliste. La liquidation des

¹³ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, pp. 74-75.

¹⁴ Il s'est développé à, partir des années 1980, toute une littérature spécialisée sur ce thème et celui de l'« encastrement » ou de l'« enchâssement », dans le sillage des travaux de Mark Granovetter (voir son texte publié en 1985 : « Action économique et structure sociale : le problème de l'encastrement », pp. 75-114, *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie – Essais de Mark Granovetter*, Desclée de Brouwer, 2000, pp. 80 *sq.*). Mais, comme nous l'avons écrit avec Michele Cangiani dans notre introduction aux *Essais de Karl Polanyi* (*op. cit.*, p. 29), on ne peut raisonnablement mêler le nom de Polanyi à des préoccupations microsociologiques qui lui sont étrangères.

¹⁵ A propos de la *mentalité de marché* (*market mentality*) constituée au XIX^e siècle, Polanyi remarque en 1947 : « on a *hypostasié* comme incontestable [la] *division* [de l'homme] entre un prétendu homme « matériel » et un prétendu homme « idéal ». Le dualisme paulinien entre la chair et l'esprit n'était qu'une suggestion d'anthropologie théologique et n'avait que peu de rapport avec le matérialisme. Dans l'économie de marché, la société elle-même était organisée selon un principe de dualité, avec la vie quotidienne du côté du matériel et le dimanche consacré à l'idéal » (« Faut-il croire au déterminisme économique », pp. 521-528, *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 526).

¹⁶ Karl Polanyi, « La mentalité de marché est obsolète ! », pp. 505-519, *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 510.

¹⁷ Où s'illustrent les noms - hélas trop inconnus en Europe - de Wesley. C. Mitchell, J. R. Commons et de Veblen (dont Polanyi reconnaît la pertinence). Voir Thorstein Corei, *L'économie institutionnaliste - les fondateurs*, *Economica* 1995 et Alain Guéry, « Propriété, droit et institution dans l'institutionnalisme américain », *Cahiers d'économie Politique*, 2001/2 (n° 40-41), p. 9-38.

¹⁸ A la différence de l'économie classique de Thomas Malthus ou David Ricardo qui font une place éminente aux classes sociales et aux habitudes collectives, le système théorique inventé dans les années 1870 par Stanley Jevons, Carl Menger et Léon Walras se fonde sur l'individualisme méthodologique et l'autonomie des préférences individuelles. Une vision formalisée de l'économie comme agencement de marchés va dominer cette école jusqu'à l'échec final des années 1970. Voir Bernard Guerrien, « La théorie économique : mythes et réalité », *La Revue du MAUSS*, 3, 1990, pp. 125-147.

¹⁹ *Ibid.*, p. 215.

²⁰ Friedrich Hayek, *La présomption fatale. Les erreurs du socialisme*, Paris, PUF, 1993 (1988 pour l'édition anglaise), p. 53.

²¹ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 96 et p. 99. Nul hasard à ce que le syntagme « économie politique » naisse en ce sens qui est le nôtre en 1615 sous la plume d'Antoine de Montchrestien, cf. Jérôme Maucourant, « Souveraineté et économie selon Montchrestien et Cantillon », dans Alain Guéry (dir.), *Montchrestien et Cantillon : le commerce et l'émergence d'une pensée économique*, *Enl éditions*, 2011, p. 373-415.

particularismes locaux créé un marché national (ou plutôt intérieur), mais le cadre institutionnel de l'intervention publique est seulement élargi et non différent en son principe²². Un trait du capitalisme – bien mis en évidence par Karl Marx et Max Weber – c'est-à-dire une importante production capitaliste de la reproduction de la force de travail – n'existe pas encore, tant la part importante d'autosubsistance des masses rurales est un trait remarquable de l'économie d'Ancien Régime.

Les limites du « Grand Marché »

Le machinisme constitue une rupture : un tel système de production implique une disponibilité régulière en hommes, en matières premières et en capitaux : ceci approfondit encore les interconnexions de marchés et constitue le facteur critique de l'engendrement d'un véritable *système* de marchés, c'est-à-dire d'un ensemble doué de capacités d'auto-ajustement. La production de capital serait entravée si des « entraves » culturelles ou réglementaires rigidifiaient trop les conditions de l'offre²³ ; d'où une politique constante visant à l'effacement maximal de ces contraintes et un souci constant de souplesse (de « flexibilité » dit-on maintenant) dans l'utilisation du travail, de la terre et du capital. Il en va de même des conditions de la demande qui ne doivent pas être bornées par des considérations non économiques : les considérations essentielles d'autrefois tenant à « vie bonne »²⁴ et au « juste prix », sans oublier la « querelle du luxe »²⁵, sont liquidées de la vie intellectuelle et morale. Seuls demeurent le mécanisme offre-demande-prix comme instance régulatrice de ce système, le *Grand Marché*²⁶, donc de la vie sociale tout entière dès lors que règne le déterminisme économique. Une caractéristique remarquable de cette nouvelle société, qui se dessine dans le sillage du machinisme et la prolifération de marchés liés entre eux, est la séparation institutionnelle entre l'économie et la politique. Marx écrit à ce propos dès 1843 que « l'ancienne société avait directement un caractère politique »²⁷, ce pour quoi sa perspicacité est louée par Polanyi²⁸.

Le mathématicien Gilles Châtelet, dans un essai provocateur en 1998²⁹, fut frappé par ce moment important de la démonstration de Polanyi : l'émergence, durant le XVIII^e siècle, d'une économie close sur elle-même et dont les mécanismes de régulation sont semblables à l'homéostasie caractérisant le vivant. Il résumait un passage fort de la *Grande Transformation* où Polanyi évoquait le texte édifiant de 1786 du Révérend Joseph Townsend, La « Dissertation on the Poor Laws ». Citons cette synthèse percutante : « « [I]eurs homologues victoriens se délectaient déjà de la fameuse comptine de l'île des Chèvres et des Chiens. Abandonnés sur un île déserte, quelques exemplaires des deux espèces se reproduisent, conduisant en quelques années à un certaine stabilité de la population prédatrice et de la population herbivore. Quoi de plus édifiant que cet équilibre qui émerge du Chaos des crocs et des estomacs. La réponse s'impose : il faut que la société des hommes bannisse tout « volontarisme » et tout « interventionnisme » pour ne pas troubler l'auto-organisation du chaos des appétits économiques qui saura trier ceux qui mangent et ceux qui seront mangés »³⁰.

Les commentateurs académiques de l'œuvre de Polanyi ne soulignent pas, hélas suffisamment, une conséquence de cette séparation institutionnelle entre économie et politique : l'effacement de la politique elle-même ! Polanyi pointe la concomitance de l'acmé de la première société de marché et « l'éclipse de la pensée politique [qui] constitua la faiblesse intellectuelle de l'époque »³¹. Si rien ne compte vraiment en dehors du comportement intéressé

²² Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 101-102.

²³ *Ibid.*, p. 110-111.

²⁴ Dépasser la société de marché nécessite ainsi d'en revenir à des conceptions de la *vie bonne* comme le soutient Karl Polanyi en 1959 : « la tendance totalitaire ou conformiste qui est inhérente à une technique de production et de communication de masse fait de la liberté la question centrale de la vie bonne » (« Propos d'Aristote sur une société d'abondance », pp. 557-564, dans *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.* p. 563). Si une certaine égalisation des conditions matérielles de la vie de tous est nécessaire pour assurer les conditions d'une vie bonne et d'une liberté qui ne soit pas que formelle, une telle politique est loin d'être suffisante. A l'époque de Polanyi, la force impressionnante des *mass media* pose en des termes difficiles la question du conformisme et de la liberté réelle. Et nous savons que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont démontré que la décentralisation formelle du système de diffusion de l'information est capable d'engendrer de terrifiants conformismes de groupe. Aucune révolution technique ne nous donne les moyens suffisant d'une existence libre : certains discours des années 1990 montrent clairement leur caractère vain et illusoire.

²⁵ Jérôme Maucourant, « Un retour de la « querelle du luxe » ? Présence de Thorstein Veblen », *Ex Oriente luxuria II*, en ligne.

²⁶ *One Big Market* (Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 107). Ou, plus simplement, le *Marché*.

²⁷ Karl Marx, *Critique du droit politique hégélien*, Les éditions sociales, 1975, p. 75.

²⁸ Polanyi écrit en 1936-7 : « Marx a fait preuve d'une justesse d'analyse presque prophétique. Personne avant lui – et il demeura seul très longtemps à faire ce constat - n'avait reconnu l'importance de la séparation institutionnelle entre la sphère politique et la sphère économique dans la société moderne [...] Plus tard, lorsqu'il devint socialiste, Marx prit conscience que la démocratie politique ne suffisait pas et que la démocratie devait s'étendre à la société tout entière, y compris la sphère économique » (dans *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 439).

²⁹ *Vivre et penser comme des porcs – de l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, Gallimard, 2011.

³⁰ *Ibid.*, p. 46.

³¹ Karl Polanyi, (2011) *La subsistance de l'homme – la place de l'économie dans l'histoire et la société*, Flammarion, p. 50-51.

en termes matériels, si la psychologie sociale peut être rabattue, pour l'essentiel, sur la propension à l'échange, si les institutions (économiques) qui émergent de ces faits supposés se suffisent à elles-mêmes, alors la dimension politique de l'homme est pensée comme une contrainte archaïque, une anomalie. Il est d'ailleurs courant, de nos jours, que se répande le syntagme « marché politique » (et dans son sillage celui de « marché économique » !), qui n'est rien d'autre qu'une « *une dégradation de la politique en gestion d'une compétition d'agrégats* »³².

Polanyi met toutefois en évidence le caractère *partiel* de l'autorégulation marchande. La contrainte écologique dessine la première limite du marché capitaliste : l'humanité pourrait être conduite non plus à *vivre* mais à *survivre* dans un désert en conséquence de l'hybridation entre machinisme et marchés dérégulés. Polanyi va jusqu'à écrire une phrase qu'on aurait cru l'être aujourd'hui : « *la fiction de la marchandise ne tenait aucun compte du fait qu'abandonner le destin du sol et des hommes au marché revenait à les anéantir. Ainsi le contre-mouvement consista à contrôler l'action du marché en ce qui concerne les deux facteurs de production que sont le travail et la terre. Telle fut la principale fonction de l'interventionnisme* »³³. La contrainte structurelle de la société de marché est la peur de la faim et l'appât du gain : comment cette organisation sociale de la production et des échanges, traitant la nature comme une simple marchandise, pourrait-elle ne pas en abuser ? C'est d'ailleurs la commercialisation du sol, c'est-à-dire la liquidation du féodalisme, qui est la condition *sine qua non* de cette société nouvelle, l'asservissement de la monnaie au marché et la soumission du travail au capital se produisant après cette première extension décisive du domaine de la marchandise. D'où cette tension permanente entre la nécessité de l'*habitation* raisonnée du monde et l'*amélioration* pourvoyeuse de profits³⁴. Intitulant un chapitre de la *Grande Transformation*, « Le marché et la nature », Polanyi écrit : « *On ne peut séparer nettement les dangers qui menacent l'homme de ceux qui menacent la nature* »³⁵. La modernisation ne met donc pas en cause seulement un avenir *humain* mais le *monde* lui-même. Les données du problème n'ont pas changé. Sauf peut-être en ce que l'urgence est devenue criante.

On comprend que, dès lors, surgissent spontanément des *contre-mouvements* de protection sociale, venant certes du prolétariat naissant et de la paysannerie mais aussi de l'État devenu conscient que le fonctionnement des marchés exige un appareil réglementaire sophistiqué. La société de marché est donc soumise à un *double mouvement*. Bien sûr, le traitement purement marchand de la nature n'a pas immédiatement entraîné autant de contre-mouvements de protection que ne l'a causé la marchandisation du travail. Mais, les contre-mouvements gênent peu à peu la capacité régulatrice du Grand Marché : c'est la contradiction majeure de la société de marché. Les crises périodiques et le prix payé par le travail pour les ajustements de l'économie témoignent de limites propres au capitalisme de la fin du XIX^e siècle, ce dont les contemporains ont une claire conscience. Pour ce qui est de la fin du XIX^e siècle : « *L'adaptation économique devenait longue et difficile. L'autorégulation des marchés était gravement entravée* »³⁶. Il précise que les différentes formes de protection sociale que sont les lois sociales, « *les droits de douane [...] les cartels et trusts, les embargos sur l'immigration [...] sont autant de freins pour le fonctionnement du système concurrentiel [...] nuisent gravement au mécanisme autorégulateur du marché* »³⁷. Les capacités auto-régulatrices du Grand Marché s'étiolent donc au tournant du XX^e siècle et la Première Guerre Mondiale indique la fragilité du projet libéral reposant sur une séparation institutionnelle stricte entre l'économie et la politique

La simple et nécessaire protection de la nature et de l'homme tend à empêcher la reproduction du système de marché. En conséquence, des appels à la « réforme » ou la liquidation des « archaïsmes » se multiplient alors que c'est l'encadrement social de ce système qui a rendu possible son développement. Le cœur du problème est « *la séparation institutionnelle des sphères politique et économique [...] constitutive de la société de marché* »³⁸. Or, se refuser à résoudre par des moyens politiques des questions qui ne peuvent pas se résoudre par le jeu des mécanismes marchands conduit la société dans une impasse. Telle est l'aporie du libéralisme

³² Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, op. cit. p. 73. Et, chose fort rare, Châtelet (pp. 57-58) cite Lambert-Adolphe Quételet comme auteur majeur de notre modernité, comme Polanyi le fait dans Karl Polanyi, Carl Arensberg et Harry Pearson eds., pp. 319-330, *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Larousse, 1975, p. 235. Il ne cessa d'y revenir par la suite (Abraham Roststein, « Weekend Notes : Conversations with Karl Polanyi », pp. 135-140, dans Kenneth Mc Robbie, *Humanity, Society and Commitment – On Karl Polanyi*, Black Rose Book, 1994, pp. 137-138). Les travaux de Quételet ouvrent la voie de la *dissolution de la société en quantité*, c'est-à-dire l'effacement de la singularité au profit de la moyenne, et ainsi à de possibles manipulations du social. Se dessine, toutefois, la mort de l'« homme ordinaire » de Châtelet, qui est fait de solidarité et de lutte, au profit de l'« homme moyen ». Mais, justement, cet homme ordinaire ne veut pas mourir et reste le ferment anthropologique de la société.

³³ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, op. cit., p. 180.

³⁴ « Habitation contre Amélioration » est le sous-titre du chapitre 3 de *La Grande Transformation*.

³⁵ *Ibid.*, p. 253.

³⁶ *Ibid.*, p. 284.

³⁷ *Ibid.*, p. 195.

³⁸ *Ibid.*, p. 284.

économique. Polanyi remarque : « *Les libéraux de l'école de Mises insistent sur le fait que l'interférence de la démocratie représentative avec le système des prix fait irrémédiablement baisser le le volume des biens produits. On ferme les yeux sur le fascisme au nom de la sauvegarde de l'économie libérale* »³⁹.

La crise de 1929 et la dépression des années 1930 portent un coup fatal au premier système mondial de marché : c'est le sens même de l'expression « Grande Transformation ». On peut reformuler ainsi le sens de cet échec de la première société de marché : il n'y a pas eu d'issue au choc entre l'utopie des « marchandises fictives » et les exigences de la perpétuation d'un système à la complexité croissante. Certes, les expériences fascistes constituent un moyen de perpétuer une structure essentielle de la société de marché : l'ordre de la propriété privée. Au prix bien sûr d'un interventionnisme en économie⁴⁰ et la liquidation de la démocratie politique qui est, à ce moment, un obstacle important à la perpétuation de cet ordre. Polanyi écrit ainsi : « *Cela conforte la conviction sur le Continent que l'avènement du socialisme est inéluctable si les institutions représentatives conservent leur pouvoir. Donc, pour que le socialisme ne survienne pas, la démocratie doit disparaître. C'est la raison d'être des mouvements fascistes en Europe* »⁴¹. L'origine du fascisme allemand se trouve ainsi dans l'Angleterre de Ricardo⁴² et non dans la réaction de bourgeoisies affolées par le bolchévisme, comme le prétend le libéral et épistémologue frère de Polanyi, Michael et, plus récemment, Ernst Nolte⁴³, qui tente d'exonérer l'Allemagne de sa responsabilité essentielle dans la genèse du nazisme. Polanyi nous permet de préciser ainsi la dimension totalitaire qui hante la modernité. On ne peut donc évoquer légèrement la question du fascisme, comme le fait souvent la gauche qui utilise ce mot pour qualifier des dérives autoritaires ou de simples expressions de l'autorité. Pour que la notion de fascisme garde son épaisseur historique, il faut, plus sérieusement, se référer à l'aboutissement toujours possible des crises profondes de la société de marché où s'affronte politique (démocratique) et économie (capitaliste)⁴⁴. L'élément communautaire ou religieux a été et reste un vecteur possible du fascisme⁴⁵.

La brève histoire du marché que propose Polanyi *via* le prisme des « marchandises fictives » se termine au début des années 1960. La *Grande Transformation* triomphe alors sous les traits de la social-démocratie. La renaissance de la société de marché, dans les années 1990, et ses contradictions illustre bien le schéma que propose Polanyi de la dynamique de la société de marché. Les difficultés mêmes de la transition au capitalisme montrent bien que le marché doit être considéré comme une *institution* – et non comme une *formation* comme l'écrit Friedrich Hayek -⁴⁶, car, en premier lieu le marché n'est pas le troc (il ne peut exister du fait de simples échanges survenant de façon occasionnelle) et, en second lieu, les multiples effets pervers dus au développement du marché implique des interventions correctrices. Au sein de l'économie dominante, l'importance de l'« infrastructure institutionnelle » des « économies de marché » est reconnue⁴⁷. Polanyi écrivait déjà dans la *Grande Transformation* une phrase qui renverse les assertions des économistes habituels : « *C'est une affaire très compliquée que de rendre la « liberté simple et naturelle » d'Adam Smith compatible avec les besoins d'une société humaine [...] Le laissez-faire a été planifié, la planification ne l'a pas été* »⁴⁸.

³⁹ Dans un texte publié en anglais en 1935 : « L'essence du fascisme », pp. 369-395, *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*, p. 393.

⁴⁰ Karl Polanyi, « Hitler et l'économie », pp. 365-368, *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*

⁴¹ « L'essence du fascisme », *op. cit.*, p. 375.

⁴² Karl Polanyi, *La Grande Transformation, op. cit.*, p. 54.

⁴³ Ernst Nolte, *La guerre civile européenne : 1917-1945*, Editions des Syrtes, 2000 (1987 pour l'édition allemande).

⁴⁴ Thèse que soutient Polanyi en 1932 dans un article (« Economie et démocratie », dans *Essais de Karl Polanyi*, p. 353).

⁴⁵ Une partie de la gauche ne comprend pas l'erreur à défendre ces formes religieuse ou communautaire d'envahissement de la politique, car tout semble bon à prendre dans les luttes défiant l'État. Et ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'il existe une inconséquence tragique d'une certaine gauche face aux tendances totalitaires. George Orwell, en 1940, fustigeait la gauche tentée par le pacifisme parce qu'il aurait fallu relativiser la menace nazie. Puisque la liberté vécue dans les démocraties capitalistes est en grande partie illusoire, comme l'estiment ces bons esprits, pourquoi se battre ? Un an après, ceux qui affirmaient que « *la démocratie politique n'était certainement pas préférable au fascisme* » furent les premiers à fuir vers les démocraties honnies. Cette haine du principe démocratique est alimentée par le sophisme selon lequel l'imparfaite incarnation d'un principe est la preuve de sa nullité. Voir George Orwell, « Le lion et la licorne – socialisme et génie anglais », pp. 198-283, *Dans le ventre de la baleine et autres essais (1931-1943)*, éditions Ivrea, 2005, p. 279 et George Orwell, « Fascisme & démocratie », pp. 163-175 dans *Écrits politiques (1928-1949) - Sur le socialisme, les intellectuels & la démocratie*, Agone, 2009, p. 168.

⁴⁶ Qui récusé l'usage du terme d'« institution » pour lui préférer celui de « formation » [*Gebilde*] désignant des phénomènes qui « *comme la monnaie ou le langage* », n'ont pas été « *délibérément [établis]* ». cf. Friedrich Hayek, *Scientisme et sciences sociales, essai sur le mauvais usage de la raison*, 1986, p. 133. (1953 pour l'édition originale). Cet ouvrage a été traduit par Raymond Barre, acteur majeur de l'europhisme et du néolibéralisme pour la France.

⁴⁷ Joseph Stiglitz, « Vers un nouveau paradigme du développement », *L'Économie Politique*, n° 5, 2000, p. 13-14.

⁴⁸ Karl Polanyi, *La Grande Transformation, op. cit.*, p. 190-191.

D'où la tendance à la prolifération bureaucratique de l'Union européenne, d'autant plus accentuée qu'elle souhaite effective une concurrence « libre et non faussée ». D'où ce fait, bien plus ancien, que les premières matrices du capitalisme ont été réalisées dans le cadre d'États-nations unifiés plus tôt que les autres, comme l'Angleterre ou la France, et que les beaux bourgeois du capitalisme italien n'ont pu éclore faute d'Etat unificateur. Plus, Polanyi remarque que le principe de l'échange n'est pas antinomique de celui de la redistribution comme le repètent à l'envi les tenants du « marché libre » : on ne saurait faire de l'œuvre de Polanyi une sorte de paradigme anti-marché. La réalité à travers les âges est une combinaison variable de ces principes⁴⁹. Polanyi montre que les liens forts entre redistribution et échange ont constitué une condition essentielle de la démocratie athénienne : c'est une thèse centrale de *The livelihood of man*, ouvrage posthume publié en 1977⁵⁰. En réalité Polanyi, en bon institutionnaliste, nous invite à penser *par delà l'offre et la demande*. Ce pourquoi, à ce stade de notre raisonnement, il est utile de faire un détour par l'anthropologie économique.

Anthropologie et économie

A partir des années 1950, Polanyi approfondit une démarche qui se dessine dans la *Grande Transformation*. Cet ouvrage, comme nous l'avons vu, est une histoire critique du marché qui se fonde sur un refus de la vision utilitariste de l'homme, aussi récente qu'illusoire. Dans les années 1950, dans le cadre d'un séminaire interdisciplinaire à l'Université Columbia, il développe une démarche « substantive » (opposée à la conception « formelle » des économistes de l'école dominante) dont l'ambition est d'établir une approche comparative des systèmes économiques. Si toute société ne peut faire l'économie d'une économie, au sens d'un système de production, de répartition et de consommation des richesses, l'organisation sociale de cette économie peut prendre des formes très diverses. Le principe de l'échange marchand n'est plus, dans cette conception, le principe d'intelligibilité de toutes les formes sociales de l'économie : il n'en constitue qu'une modalité parmi d'autres. Ce principe participe, avec d'autres, au processus d'institutionnalisation de l'économie, c'est-à-dire au processus engendrant cohérence et stabilité aux structures assurant la *subsistance de l'homme*. De ce point de vue, *l'économie est un processus institué*. L'homme concret, sa vie et ses façons de vivre, est l'objet à partir duquel doit se fonder l'investigation, les rapports d'argent généralisés ne constituant qu'un cadre contingent de l'action humaine.

Dans l'ouvrage collectif fondant le « substantivisme » défendu par Polanyi, Daniel Fusfeld remarque la totale inapplicabilité de l'économie formelle à la société primitive. Il n'y a pas d'intérêt à une « théorie du choix » hors du contexte de marché où elle a été conçue : qu'est-ce à dire que le donateur « maximise son utilité » ? Sinon de dire que toute action a une raison d'être⁵¹ ! Si tout est rationnel, alors rien ne l'est vraiment car il n'est pas possible de distinguer le rationnel de l'irrationnel dans l'action humaine. Cet utilitarisme généralisé n'aboutit donc qu'à « vague généralisation ». Dans la mesure où les « possibilités techniques » et la « structure sociale » déterminent les choix, une théorie qui se définit comme science de ceux-ci, comme le souligne encore Fusfeld, fait l'impasse sur une partie importante de l'économie⁵². Il précise enfin que la question économique est aussi la question des « procès de production » et des « rapports de classe » : c'est pourquoi réduire la perspective substantiviste à une simple analyse des conditions de circulation ou d'échange est absurde.

Les concepts essentiels avec lesquels Polanyi essaie d'asseoir son entreprise comparative⁵³ sont aux nombres de trois : réciprocité, redistribution et échange. Ce sont autant de comportements collectifs qui permettent de construire un ordre socio-économique, c'est pourquoi il les appelle aussi « formes d'intégration ». La réciprocité exprime l'aspect économique des rapports de don, l'échange n'est autre que le va-et-vient des richesses (selon l'intérêt matériel et réciproque des acteurs) et la redistribution renvoie à la circulation des richesses (selon le principe d'autorité). Les deux premières formes s'insèrent dans

⁴⁹ Karl Polanyi, « L'économie en tant que procès institutionnalisé », pp. 53-77, dans *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*, p. 59.

⁵⁰ Voir « Les marchés locaux : l'économie politique de la polis et de l'agora » dans *La subsistance de l'homme*, Flammarion, 2011, pp. 250 sq. Mais, on ne souligne jamais assez que *The livelihood of man* est le nom d'un recueil posthume de textes (paru en 1977) qui n'a jamais été revu du vivant de Polanyi, homme si attentif à la forme publiable de ses écrits.

⁵¹ « Un mauvais usage de la théorie économique : son application à la théorie primitive », *Les systèmes économiques ...*, *op. cit.*, p. 325. Une réédition de cet ouvrage essentiel sera disponible aux éditions du *Bord de l'Eau* cette année ; une ébauche à l'introduction de cet ouvrage est téléchargeable :

<http://www.hisoma.mom.fr/sites/hisoma.mom.fr/files/annuaire-du-personnel/maucourant-jerome/SEHT29092015.pdf>

⁵² *Ibid.*, p. 329.

⁵³ Dans *Les systèmes économiques ...*, *op. cit.*

l'horizontalité, la dernière dans la verticalité. Chacune de ses formes prend appui sur une « structure »⁵⁴, la *symétrie* (pour la réciprocité), le *marché* (pour l'échange) et la *centralité* (pour la redistribution). On peut regretter que Polanyi ait abandonné dans cet ouvrage de 1957 le concept de *householding* (« économie domestique »), l'*autarcie* était la structure sur laquelle Polanyi fondait cette forme d'intégration. Ce modèle institutionnel a eu une longue histoire et il continue sous une forme modifiée du fait de l'importance mondiale de l'économie informelle. Ce n'est plus tant l'*autarcie* qui est la structure pertinente de nos jours mais l'*identité* des groupes domestiques, réseaux qui se pensent sur un mode familial quand bien même peuvent varier les règles constituant le « monde domestique »⁵⁵. On peut donc retenir quatre formes d'intégration qui recouvrent assez bien le champ de l'économie à travers le temps et l'espace. On comprend finalement pourquoi les théoriciens de l'*économie sociale et solidaire* (ESS) font un usage des concepts polanyiens pour fonder la légitimité de leur discipline, qui ne peut bien sûr se fonder sur un concept aussi réducteur qu'unifiant : le Marché⁵⁶.

Cette réflexion sur les formes d'intégration a permis à Polanyi d'avancer un ensemble d'hypothèses qui ont nourri les discussions historiennes. Non pas qu'il ait eu toujours raison dans ses propositions, tant il est vrai, qu'avançant dans ce champ avec un goût certain de l'audace et de la provocation, il soit allé parfois trop vite⁵⁷. Mais, montrant les faiblesses et inconséquences du paradigme utilitariste (dans ses versions libérale et marxiste), il a ouvert la voie à d'autres types d'interrogations plus fructueuses. Il contesta ainsi l'idée – véritable postulat asséné fréquemment dans les enseignements traditionnels – que la monnaie, le commerce et le marché aient formé un tout indissociable : la *triade catallactique*. Or, comme nous le verrons plus longuement, il y a d'abord le fait que la monnaie règle des obligations sociales avant d'être économiques. Ensuite, il illustra la thèse de Weber selon laquelle le commerce extérieur avait précédé les échanges marchands internes aux communautés anciennes (qui s'inscrivaient dans des *places de marché*). Le commerce extérieur des temps de la Haute Antiquité est lié au système de réciprocité entre élites et articulé au système de redistribution propre à chaque économie. En aucune façon, le commerce au lointain, tout comme le commerce des Grands, n'était le fruit d'échanges marchands qui auraient glissé spontanément à un niveau intersocial.

En conséquence, l'usage de la monnaie n'implique pas l'existence de marchés tout comme le commerce extérieur n'implique aucunement leur existence. Au contraire du *commerce de marché* de l'ère capitaliste, le trait remarquable et général des « sociétés archaïques » est donc de dissocier institutionnellement l'échange marchand du commerce extérieur, le proche du lointain⁵⁸, l'autre de soi. On ne sera pas surpris, par conséquent, que, à côté des marchés archaïques, il existe une institution fondamentale des mondes précapitalistes : le *port de commerce*⁵⁹. Les éléments essentiels de cette institution sont : constituer une interface de mondes socio-économiques, pratiquer une prédominance de formes administratives de transaction, assurer une relative neutralité politique du lieu et promouvoir un intérêt public qui ne nie pas l'autonomie du commerçant ou du groupe des commerçants. Ainsi, cette entité non marchande, « *institution universelle du commerce mondial* »⁶⁰, est à même, avant l'ère du Marché, d'assurer l'institution du processus économique.

La question monétaire

⁵⁴ *Supporting structure*. Voir Jérôme Maucourant, « Karl Polanyi et l'économie historique de la monnaie », pp. 327-359, dans Jérôme Maucourant, Jean-Michel Servet et André Tiran eds., *La modernité de Karl Polanyi*, L'Harmattan, 1998.

⁵⁵ Isabelle Hillenkamp, « Le principe de *householding* aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique par l'économie populaire », pp. 215-239, dans Isabelle Hillenkamp et Jean-Louis Laville eds., *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, ERES, 2013, p. 224.

⁵⁶ Sauf à faire de l'ESS une simple façon d'allouer les richesses (quand les conditions de marché ne le permettent pas) ou en en faisant une façon de supplément d'âme de l'asséchante *main invisible*. Dans ce cas particulier, contribuer à l'ESS est une façon d'épanchement des états d'âme du privilégié cosmopolite et « social-libéral ».

⁵⁷ Laetitia Graslin, Jérôme Maucourant, « Le port de commerce : un concept en débat », *Topoi (Orient-Occident)*, 12-13, 2005, pp. 215-257.

⁵⁸ Karl Polanyi, Abraham Rotstein, *Dabomey and the Slave Trade. An analysis of an archaic economy*, Seattle, University of Washington Press, 1966 (le chapitre sur l'Etat a été reproduit dans les *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*).

⁵⁹ Un des meilleurs textes des *Systèmes économiques* est consacré à cette question ; il fut rédigé par Anne Chapman qui prend l'exemple de la Méso-Amérique (c'est aussi l'avis de Gareth Dale dans *Karl Polanyi: The Limits of the Market*, Polity, 2010, pp. 181-182 et pp. 269-270). Chapman reviendra sur ces problèmes, à la fin de sa vie, avec deux articles publiés dans Philippe Clancier, Francis Joannès, Pierre Rouillard et Aline Tenu eds., *Autour de Polanyi. Vocabulaires, théories et modalités des échanges*, De Boccard, 2005, avec « Karl Polanyi (1886-1964) for the Students » et « Temple, palais et marché : Teotihuacan des archéologues et Tenochtitlan des Aztèques. Réflexions sur le modèle de redistribution de Karl Polanyi ».

⁶⁰ Karl Polanyi, « Le port de commerce dans les sociétés anciennes » pp. 139-156, dans *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*, p. 139.

Monnaie et ordre social

Nous avons traité de façon allusive la place de la monnaie dans le dispositif « institutionnaliste » de Polanyi : cette question, fort complexe, mérite des développements plus conséquents. Le sens commun lie tellement la monnaie au monde marchand qu'il peut sembler bien osé de penser celle-ci comme « marchandise fictive ». Or, des sociétés ont pu disposer de systèmes monétaires hautement raffinés alors que les marchés n'existaient pas ou étaient insignifiants : la raison en est que la monnaie réglait des obligations statutaires fort complexes lesquelles n'étaient pas de nature ou d'origine économique. Ainsi, les tributs, les amendes, les impôts, ce qui était nécessaire pour accomplir les exigences des relations entre groupes et les exigences sacrificielles furent à l'origine de la mobilisation de la monnaie comme moyen de paiement. La monnaie *apaise*, comme l'indique l'étymologie de *payer* ; elle inscrit les relations sociales dans la dimension de l'alliance, c'est-à-dire du symbole. Comme unité de compte, elle est un moyen de codification qui donne une mesure institutionnelle des obligations entre les hommes entre eux ou entre ceux-ci et les dieux. La société de marché s'est emparée de cette institution plurimillénaire, largement pré-marchande, pour en faire un moyen d'échange⁶¹.

La question se pose dès lors de savoir si notre modernité a expulsé toutes les dimensions politique et symbolique de l'institution de la monnaie, ce qui justifierait l'idée d'enlever au pouvoir politique toute forme d'influence en matière monétaire et d'imprimer des billets européens de banque d'où sont bannies (comme c'est le cas actuellement) toute référence à des hommes, des événements ou des monuments renvoyant à la culture européenne ? Le *Manifeste du Parti Communiste* ne déclarait-il pas que la société bourgeoise est soumise à l'empire des « *eaux glacées du calcul égoïste* » ? Pourtant, les calculs réciproques d'intérêts ne permettent pas de construire une société. C'est ce qu'on peut vérifier, paradoxalement, lors du règne d'un monnaie mondiale, l'étalon-or, à l'acmé du capitalisme libéral : « *Or la séparation institutionnelle des sphères politique et économique n'a jamais été complète, et c'est précisément en matière de monnaie qu'elle a été nécessairement incomplète ; l'État, dont la Monnaie semblait simplement certifier le poids des pièces, était en fait le garant de la valeur de la monnaie fiduciaire qu'il acceptait en règlement des impôts et autres paiements. Non, cette monnaie n'était pas un moyen d'échange, c'était un moyen de paiement ; ce n'était pas une marchandise, c'était un pouvoir d'achat [...] elle était simplement un symbole incorporant un droit quantifié à des choses qui pouvaient être achetées* »⁶².

Aujourd'hui, l'opération qui vise à transformer des dettes privées douteuses en dettes de l'Etat (la monnaie qui a cours légal étant de nos jours une dette de l'Etat) ne pose pas de problème insurmontable dans des sociétés⁶³ comme les Etats-Unis d'Amérique, qui se pensent comme communautés politiques. Pourtant, une telle monétisation devrait poser des problèmes sans fin si la monnaie n'était réellement qu'une image de la marchandise, comme le croient les tenants du néolibéralisme européen. D'ailleurs, le premier créancier du Trésor américain, aujourd'hui, n'est plus la Chine mais la Banque Centrale des Etats-Unis. La stricte séparation entre l'économie et la politique est une illusion, aujourd'hui comme hier. Il faut se souvenir ici que les crises à répétition avaient entraîné, aux Etats-Unis mêmes, alors qu'ils furent longtemps réticents, l'institution d'un monopole d'émission en 1913 et d'une véritable politique monétaire en 1919. Bien avant, les Britanniques avaient déjà tenté de rationaliser le système de l'étalon-or⁶⁴.

Contradictions sociales et ordre monétaire : les années 1930

Polanyi soutient en 1933 que la crise provient de l'impossibilité pour la société de marché de satisfaire le paiement d'un ensemble de dettes qui sont, pourtant, la condition *sine qua non* de son existence⁶⁵. Ses travaux d'anthropologie économiques ultérieurs lui permettront de préciser l'idée selon laquelle la monnaie est l'institution sociopolitique où se joue la question du règlement de conflits structurants, car la dette est un fondement de l'ordre social. Revenons à cette crise qui met fin à la première société de marché : Polanyi met en évidence, comme beaucoup de commentateurs, que sont contractées après la Grande Guerre une pléthore de dettes, cause profonde de déflation des années 1930 : les ventes de liquidation sont nécessaires du fait de la pénurie de monnaie résultant des institutions de l'époque. L'origine de cela provient de la volonté de maintenir intact le socle social du capitalisme libéral d'après 1918. A cet effet, les pays européens instituent des créances *de facto* en faveur de diverses classes sociales. Par exemple, une politique de retour à l'étalon-or et de pleine

⁶¹ Karl Polanyi, « La sémantique des usages de la monnaie », pp. 221-243, dans *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*

⁶² Karl Polanyi, *La Grande Transformation, op. cit.*, p. 259.

⁶³ Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'Euro ?*, Seuil, 2012, p. 76 et pp. 183-184.

⁶⁴ Karl Polanyi, *La Grande Transformation, op. cit.*, p. 257 et p. 262.

⁶⁵ Karl Polanyi, « Le mécanisme de la crise économique mondiale », pp. 337-351, dans *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*

liberté de circulation du capital est conduite, dans un pays vainqueur comme le Royaume-Uni, pour satisfaire les classes supérieures. Mais ceci implique de faire comme si l'inflation causée par la guerre n'avait pas eu lieu et élève considérablement la rente financière, c'est-à-dire du coût du capital. Dans les pays vaincus, où les classes dominantes sont fragilisées, ce sont les salaires, qui sont revalorisés pour tenir les promesses de guerre ou éviter la révolution.

D'où une montée de la dette. Les déséquilibres peuvent être reportés dans le temps par le crédit international car la nouvelle élasticité du système financier international permet d'ajourner la résolution des problèmes structurels. Plus encore, la montée de la dette permet à de nombreux pays européens de ne pas rembourser les dettes antérieures et les Etats-Unis peuvent se faire quelque illusion sur la valeur de ses créances⁶⁶. Mais, la politique consistant à céder aux exigences des rentiers, à propos du cours de la livre britannique, a de graves implications. Le retour à l'ancienne parité-or est une réévaluation qui implique une baisse des prix intérieurs, faute de quoi s'effondre la position concurrentielle de l'économie. Or, la gravité de la grève générale de 1926 montre les limites de la politique de baisse des salaires. Dès lors, pour éviter une baisse de la livre, il faut que le dollar soit moins attractif. D'où la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis⁶⁷ transmettant le déséquilibre anglais aux États-Unis. Le processus d'endettement et la folie boursière va si loin que la crise est inéluctable. Dès que l'Amérique cesse ses crédits, le processus de liquidation provoque la crise du crédit en 1931 et la crise monétaire de 1933.

Polanyi estime ainsi que le maintien de l'ordre social après la Première Guerre Mondiale a imposé un nouveau rapport de force politique, indispensable à la survie de la société mondiale de marché. Mais l'accumulation de dettes résultant de ce nouvel équilibre social n'est pas compatible avec le fonctionnement de la convertibilité en or des monnaies, convertibilité qui est une incarnation à l'époque de la séparation institutionnelle entre l'économie et la politique. Et c'est la peur de l'« inflationnisme », pensée comme une source de dérèglement sociaux intolérables du point de vue des classes privilégiées, qui va constituer une source du fascisme. Il est juste de souligner que les libéraux des années 1930, comme Polanyi, pointent ainsi l'origine de la crise de 1929 dans le laxisme monétaire. Mais, ceux-là occultent les fondements socio-politiques de ce laxisme, ils ne font que dénoncer une supposée obsession du plein emploi qui politiserait un capitalisme contemporain : les maux économiques seraient le seul fruit d'un manquement aux dites « lois » du marché, aux exigences supposées d'un système dont les prétendues « tendances à l'équilibre » seraient la clef du meilleur des mondes possibles⁶⁸.

La crise contemporaine : un point de vue polanyien

Cette crise de 2008 affecte essentiellement l'Europe en 2017. Son origine est à chercher dans une évolution de trois décennies où se distinguent les facteurs critiques suivant : la déréglementation (qui commence en 1978 aux Etats-Unis), la libéralisation financière, la transnationalisation accrue des marchés, la mobilisation d'un salariat déqualifié au niveau mondial, le démantèlement des protections qui avaient rendu possible l'émergence de capitalismes dynamiques au Sud, la transition vers le capitalisme à l'Est et l'arrivée à maturité des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi, l'*inter-siècle américain*⁶⁹ (1989-2008) reprend l'héritage britannique du XIX^e siècle. Mais 2008 signe la démesure de l'esprit capitaliste qui, dans sa forme financière et mondialisée, n'a trouvé de limite que dans l'effondrement. Sans l'intervention massive des Etats, dont les néolibéraux ne cessent de regretter l'excessive importance, les conséquences humaines et économiques seraient bien pires qu'en 1929. L'accroissement extraordinaire des dettes publiques exprime donc, pour une bonne part, ce qu'il faut payer comme prix des errances de la finance et de la cupidité des intérêts dominants. *A contrario*, si les dettes privées n'avaient pas été massivement monétisées et si les dépenses publiques n'avaient pas pris le relais de l'effondrement de la demande privée, nous vivrions une déflation prolongée des prix et une dépression de l'économie « réelle ».

A l'image des libéraux des années 1930, les néolibéraux raisonnent comme si les politiques d'argent bon marché et la prolifération de la dette ne s'inscrivaient pas dans une nécessité qui s'impose à l'élite : conserver un taux de croissance suffisant qui est la condition de possibilité de cette mondialisation inégalitaire. L'inflation de la dette a permis longtemps de contrecarrer les effets négatifs de la déflation salariale causée par

⁶⁶ Ceci est développé dans Jérôme Maucourant, *Avez-vous lu Polanyi ?*, Flammarion, 2011.

⁶⁷ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 152.

⁶⁸ En règle générale, le seul remède à la crise est donc la patience, affirme en 1930 Hayek dans *Prix et production*, Calmann-Lévy, 1985, p. 160. C'est ce genre de libéraux qui se plaindra des expériences totalitaires consécutives à la politique de laissez-faire ...

⁶⁹ Pour reprendre une notion de Jacques Sapir dans *Le nouveau XXI^e siècle – du siècle américain au retour des nations*, Seuil, 2008.

le libre-échange. Si les Etats-Unis avaient tranché en faveur d'une protection sociale digne de leur puissance et renoncé aux facilités de la finance et du libre-échange, cette folie du crédit n'aurait pas été nécessaire. Les fameux excédents chinois, contrepartie comptable d'une partie du déficit commercial américain, ne font ainsi qu'exprimer un mode d'accumulation désindustrialisant et financiarisé⁷⁰. La croissance américaine d'avant crise doit donc beaucoup aux « progrès » des techniques de la finance, occultant à court terme les conséquences d'un endettement excessif, et à la mondialisation, qui a permis de compenser, par la baisse des prix relatifs de certains biens importés, la tendance à la baisse de la demande, elle-même résultat inéluctable d'une redistribution des gains de productivité à une très mince couche sociale.

Les discours orthodoxes, souvent aussi hypocrites que rétrospectifs, fustigeant les mauvaises pratiques financières, masquent que celles-ci sont une composante décisive de la mondialisation dont ils se font les chantres. Sans disséminer ses dettes dans le monde, sans rendre liquides ses créances, le capitalisme bancaire américain n'aurait pas pu développer son activité de prêt avec l'énergie qu'on sait. Sans ce marché financier si attractif parce qu'inventif, les Etats-Unis n'auraient pas bénéficié de toute l'épargne du monde et jamais la croissance mondiale n'eût été suffisante dans un système-monde polarisé autour de l'étalon-dollar. Comment peut-on dénoncer sérieusement l'« aveuglement » supposé de gouverneurs de banque centrale, alors que ceux-ci ne faisaient que rendre possible la dynamique capitaliste : à un moment critique, celle-ci nécessitait de la monnaie bon marché et des garanties étatiques au crédit hypothécaire qui facilitaient l'endettement. Ces gouverneurs n'avaient pas de mandat pour expérimenter une stagnation économique, voire une dépression, assurés qu'ils seraient du bon fonctionnement de la « main invisible » sur le long terme car, dans le temps de cette expérience, ce sont les fondements de la société de marché qui auraient été ébranlés, voire détruits. Ce furent donc les contraintes globales du capitalisme réellement existant et non les « erreurs » d'un gouverneur de banque centrale (jugé trop à l'écoute de la démocratie) qui ont déterminé les paramètres de la politique monétaire. Déplorer la montée de la dette privée, comme le font les néolibéraux, en faisant comme si elle ne s'inscrivait pas dans les nécessités du système économique des années 1990-2000, revient à vouloir poursuivre la chimère de la société de marché sans que ne soit jamais payé le coût de sa perpétuation.

De ce point de vue, le schéma d'analyse, que propose Polanyi pour comprendre la grande crise de 1929, est utile pour saisir certaines dimensions de l'effondrement de 2008 : la société de marché ne peut fonctionner sans des dettes exprimant sa condition sociale de possibilité et il n'y a aucune « main invisible » permettant aux antagonismes sociaux de se dissoudre spontanément dans le bain des rapports d'argent. Seuls des compromis institutionnalisés, construisant diverses formes d'action collective et les mécanismes de marché, peuvent stabiliser les conflits de classes et d'autres intérêts sociaux. Les marchés ne fonctionnent pas dans un vide social et culturel, sans des institutions qui sont des legs de l'histoire et qui expriment des rapports de force. Toutefois, en 1929 comme en 2008, ces institutions ne vivent pas de l'air du temps. La finance de marché contemporaine a ainsi rendu possible une croissance, que l'inégalité de nos temps exige structurellement, mais selon des prises croissantes de risque ; à court terme, celles-ci ont engendré des profits privés considérables qui impliquaient, à moyen terme, toutefois, une crise grave et une importante socialisation des coûts.

Les crises de 1929 et 2008 enseignent que le capitalisme global repose sur des piliers sociaux créateurs de dettes dont on ne peut négliger les contraintes terribles et aliénantes. La mondialisation est une politique. Peu importe que ce soit un Etat ou des groupement d'Etats qui œuvrent à cette *police mondiale des marchés*⁷¹. Mais, la mondialisation repose sur la démesure comme principe de conduite, ce qui conduit à des demandes de protection. Insistons sur ce point : le mouvement de la société de marché expose à la précarité et la destruction, comme l'a montré l'analyse du *double mouvement*. Si les Etats n'assurent pas leur fonction protectrices ou contre-carrent les formes d'autoprotection de la société, leur tâche principale de gardien des affaires, au fur et à mesure que régresse la souveraineté démocratique, sera de détourner cette demande de protection en opérations policière ou guerrière. C'est pourquoi le libre-échange peut ne pas finalement mondialiser le monde, comme on le croyait autrefois, mais bien créer de nouvelles cages de fer. Le fascisme du siècle dernier, comme le néolibéralisme qui se fortifie dans les désastres mêmes qu'il cause, inverse le mot d'ordre marxien originel : pour être révolutionnaire, il ne faut pas voter pour le libre-échange⁷². Au contraire, il faut s'abstraire de toute

⁷⁰ Jean-Luc Gréau, *La trahison des économistes*, Gallimard, 2008.

⁷¹ Les zones grises de ce marché global sont en fait déterminées par les souverainetés qui décident ce qu'il convient de ne pas surveiller.

⁷² En 1848, Marx écrit : « En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange » (« Discours sur la question du libre-échange », en ligne). Comment une gauche qui se veut

téléologie et contribuer à réfléchir à des protections libératrices. Mais, une bonne part de la gauche intellectuelle a du mal à admettre que la mondialisation en régime capitaliste ne permette pas un véritable internationalisme ou un dépassement cosmopolitique de l'ordre international, entravée qu'elle est par de conception périmée : n'est-ce pas là l'effet de rémanence propre à l'idéologie ? Qui implique une critique de la critique.

L'impasse de la critique ordinaire

De l'Étalon-or à l'Euro

Cet aperçu de l'œuvre de Polanyi pourra causer quelque étonnement car son œuvre est parfois réduite à une pensée de la réciprocité, de l'associationisme *etc.* ; on a même pu faire de Polanyi un anti-Marx⁷³ ou une sorte de libertaire (en occultant les références positives qu'il fait à la souveraineté, la nation ou l'État). Bien sûr, la problématique de la réciprocité est importante pour Polanyi mais il ne faudrait pas que la partie absorbe le tout et que l'on en vienne à pervertir la réception de la globalité de l'œuvre. Ainsi, on a pu soutenir curieusement, au moment du traité de Maastricht, que l'approche de Polanyi légitimerait les unifications monétaires car la réduction du nombre de monnaies nationales amoindrirait l'espace où les monnaies s'affrontent comme marchandises⁷⁴ ; la « *centralisation de l'offre de crédit* » favoriserait alors l'enclassement de l'économie dans la société. Mais, le niveau de généralité d'un tel raisonnement ne débouche pas sur des conclusions solides. Comment succomber ainsi à la mystique de la « concurrence libre et non faussée » ? Comment croire que le simple fait de l'ouverture réciproque des marchés engendre une convergence des prix faisant rendre efficace une zone monétaire unifiée⁷⁵ ? On ne saurait tirer de l'œuvre de Polanyi des conclusions si contraire à l'esprit de toute démarche réaliste.

Par ailleurs, faire de l'unification monétaire une expression de l'internationalisme est une imposture : celle-ci trouve grâce aux yeux de ces « progressistes » qui remplacent le trop exigeant socialisme démocratique par le « projet européen »⁷⁶ (ayant le mérite d'offrir quelques places au sein de la bureaucratie de l'Union européenne ou dans les machines politiques nationales acquises à la cause européiste). Or, l'Euro n'est qu'un avatar de de l'étalon-or adapté aux exigences de la seconde mondialisation : il exprime la volonté de désencastrer l'économie de la société. S'agissant de l'époque de l'étalon-or, Polanyi la caractérise comme période « *où les pouvoirs financiers interviennent dans les affaires intérieures de chaque État [...] parce que la coopération traditionnelle était possible uniquement si les systèmes internes étaient semblables* »⁷⁷. Or, au contraire, il existe à l'époque du *New Deal* « *de nombreux avantages pratiques : il n'est plus nécessaire de contraindre tous les États du monde à rejoindre le lit de Procruste de la fédération, parce que*

« radicale » peut encore reprendre ces parties mortes de l'œuvre de Marx ? Sauf à adopter des postures absurdes confortant les intérêts dominants qui se plaisent, bien évidemment, à donner toute la publicité à ce genre d'errements. C'est le rôle dévolu au journal *Le Monde* qui mêle économisme libéral et gauchisme culturel ; ce journal est complaisant par conséquent avec Antonio Negri, véritable *idiot utile* du capital global (Jérôme Maucourant, Bruno Tinel, « Le capital et la question nationale », *Actuel Marx*, 2008, 43, pp. 140-153). Quant aux disciples français de Negri, ils sont réunis dans la revue *Multitudes* ; un de leur chef, Yann Moulier-Boutang, a même fait l'éloge de Jean-Claude Trichet ! Il déclare : « *le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, qui a fait preuve d'intelligence dans sa gestion de la crise de 2008-2010, avait aussi commencé à racheter des dettes publiques européennes, jusqu'à ce que la réaction myope de certains gouvernements à cette fédéralisation de la création monétaire l'oblige à se faire discret* ». Pourtant, Trichet fut aussi l'un des architectes de la précarisation des sociétés au nom de la survie de cette monnaie unique : les plans d'« aide » à la Grèce en sont un exemple éloquent. Moulier-Boutang occulte le fait que l'« intelligence » du banquier (c'est-à-dire ici son fédéralisme) impliquait des contreparties terribles à ses modestes interventions En réalité, la banque centrale européenne a pris des libertés par rapport à ses dogmes sous le seul empire de la nécessité : il fallait sauver l'Euro, quitte à ne pas respecter ces traités dont Moulier-Boutang fut, d'ailleurs, l'un des propagandistes. Et, ce n'est pas tant que Trichet se fit « discret », ensuite, c'est que, simplement, l'acmé de la crise étant passée, il fallait en revenir au *business as usual*. Voir Yann Moulier-Boutang, « Entretien », *La Revue mensuelle - Robotique, vie artificielle, réalité virtuelle*, n° 110, en ligne.

⁷³ Jérôme Maucourant, « Polanyi, lecteur de Marx », *Actuel Marx*, 27, 1, 2000, pp. 133-152.

⁷⁴ Geoffrey Hodgson, « Karl Polanyi (1886-1914) » dans Philip Arestis et Malcolm Sawyer eds., *Bibliographical dictionary of dissenting economists*, Edward Elgar, 1992, p. 437.

⁷⁵ Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'Euro ?*, Seuil, 2012, p. 51 sq.

⁷⁶ En France, le courant « mouvementiste » compte, outre Negri et Moulier-Boutang, Alain Lipietz, théoricien de l'*autre politique* en 1983 (celle qui refusait l'austérité de Delors, quitte à instaurer une forme de protectionnisme). Il est devenu un ardent promoteur d'une reddition au néolibéralisme à visage européen. Relire son ouvrage d'il y a trente ans, notamment, les pages 260-264, donne la mesure de cette reddition aux illusions des années 1990. Laquelle a eu, certes, pour contrepartie, certains bénéfices politiques ... Voir Alain Lipietz, *L'audace ou l'enlèvement – sur les politiques économiques de la gauche*, La Découverte, 1984.

⁷⁷ Polanyi cité par Gyorgy Litvan, « Democratic and socialist value in Karl Polanyi's thought », pp. 251-271, dans Margie Mendell et Daniel Salée eds., *The legacy of Karl Polanyi*, Mc Millan, 1991, p. 260.

maintenant il est possible pour leurs gouvernements de coopérer librement»⁷⁸. Construisons ainsi une analogie raisonnée avec notre seconde mondialisation : ce n'est plus l'étalon-or qui est le garant de la séparation institutionnelle de la politique de l'économie, mais le dogme de l'indépendance des banques centrales aggravé, en Europe, par l'unification monétaire. Nous pouvons affirmer, sans exagération aucune, qu'un tel processus introduit plus de rigidités dans l'économie que l'étalon-or, car il est possible de quitter la référence à l'or, voire de diminuer la valeur en or de la devise nationale (avec coûts réels mais supportables comme le montre l'histoire monétaire), alors que s'extraire de la zone euro est une gageure.

La brutalité du pouvoir du capital s'est accrue avec l'actuel régime monétaire européen. Et, comme à l'époque de l'étalon-or, on tend même à négliger, de nos jours, *la subsistance de l'homme*, pour faire en sorte, pour reprendre les termes mêmes de Polanyi, que les « systèmes internes » soient « semblables » pour rendre possible la « coopération ». N'occultons pas le sacrifice présent du peuple grec, présenté comme nécessaire au grand dessein de l'Union européenne (pacification et coopération entre les nations), alors que c'est l'équilibre de la terreur qui apporta la paix et que les tensions monétaires ont ravivé les séquelles de la Seconde Guerre Mondiale. Ne faudrait-il donc relire (ou lire) Polanyi fustigeant le « lit de Procuste » de la « fédération » : mais, ce serait-là contester l'europhisme, cette idéologie des années 1980-1990.

L'europhisme, c'est cette volonté de faire dépérir les Etats-Nations pour que soit achevée une domination de classe incontestable. Le moyen de cette politique a été l'unité monétaire, laquelle fait plier ce qui reste des souverainetés nationales et déprime les taux de salaire au nom de la compétitivité intra-européenne : comme il n'y a plus d'ajustements possibles par le change (qui affectaient négativement les possesseurs de papiers financiers), il faut redonner toute sa « souplesse » au salaire nominal et toute latitude à la direction capitaliste de l'entreprise pour combler autant que possible les temps morts du temps de travail (c'est cela « libérer » le travail : donner tous les pouvoirs au capital). De cette façon, on réalise une condition de la stratégie d'insertion maximale dans l'économie mondiale, au-delà du cadre européen. Ceci peut sembler paradoxal à un moment où l'on parle de « construction européenne » ; mais il est clair que la conquête de part du marché mondial tend à déplacer de l'antagonisme essentiel existant dans l'espace capitaliste donné – celui existant entre le travail et le capital – vers une contradiction entre l'intérieur et l'extérieur.

Toutefois, cette tentative de liquidation des conflits de classe – qui n'est d'ailleurs *in fine* qu'un déplacement du jeu de la contradiction – peut avoir des effets paradoxaux. Car, la dureté même de ces politiques déstabilisent les relations salariales et dévalorisent, partout où c'est possible, le travail au nom de l'impératif de compétitivité. Dès lors, les gains de croissance permis par une extraversion croissante des économies sont captés de façon croissante par des couches de plus en plus fines de la société. La croissance des inégalités peut alors réactiver les conflits de classe. Mais, ce sont surtout les affrontements entre nations que favorisent bien sûr les politiques néomercantilistes qui prennent de la vigueur⁷⁹. L'Allemagne est devenue le pays spécialiste de cette stratégie maquillée par des dissertations sur le libéralisme (reprises *ad nauseam* par la presse des intérêts établis) : l'Union européenne, c'est la désunion de ses peuples.

Finalement, on tend à réinstaurer à nouveau le travail dans l'univers de la pure marchandise. Tout comme Polanyi combattait l'étalon-or, l'on comprend pourquoi il est nécessaire d'en finir avec l'Euro qui est un moyen de la dévalorisation du travail. Aujourd'hui comme hier, l'ambition de la « fédération » dénoncée par Polanyi n'est que le masque de l'instinct démesuré qui agite les puissants. Autrefois, il s'agissait d'éviter que l'idéal d'autonomie des Lumières engendre une démocratisation de l'économie et de la politique⁸⁰ ; aujourd'hui, il s'agit de réduire autant que faire se peut l'Etat social pour que le capital règne sans partage sur le travail, pour ne jamais en revenir aux rapports de force des années 1950-1980 (défavorables au capital) et pour inverser les acquis de *La Grande Transformation*.

Polanyi et la nation

Polanyi a une vision assez précise de la nation et de la souveraineté aux antipodes de gauches libérale ou *ultra*. Il remarque en 1944 : « Une paix de Cent ans avait bâti une insurmontable montagne d'illusions qui cachait les faits. Ceux qui ont écrit pendant cette période ont excellé dans le manque de réalisme. A. Toynbee estimait que l'Etat-nation était un préjugé étroit, Ludwig von Mises que la souveraineté était une illusion ridicule. Norman Angell que la guerre était un faux calcul

⁷⁸*Ibid.*

⁷⁹ Ce que reconnaît Christian Saint-Etienne, *La fin de l'Euro*, François Bourin, 2011, p. 42.

⁸⁰ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 293 : « de Macaulay à Mises, de Spencer à Sumner, il n'y eut pas un militant libéral qui manquaît d'exprimer sa conviction que la démocratie du peuple (popular democracy) mettait le capitalisme en danger ».

d'affaire. La conscience que les problèmes politiques sont essentiels était tombée plus bas que jamais »⁸¹. Il se réfère à un moment historique (1815-1914) où règne pour l'essentiel la paix en Europe, où triomphe le capitalisme libéral et une interpénétration croissante des économies. Il est d'ailleurs courant de lire, dans les années qui précèdent la Grande Guerre, des thèses affirmant que les intérêts économiques mutuels sont tellement établis qu'ils rendent la guerre impossible. La dissolution du politique dans l'économie est donc l'avenir radieux que promettent les libéraux d'alors : dans ces conditions, les considérations sur la perpétuation de cet être collectif qu'on appelle nation (c'est la question *horresco referens* de l'identité nationale) et sur sa souveraineté procède d'un esprit dépassé. Notre contemporaine paix de soixante ans n'a-t-elle pas, pareillement, « bâti une insurmontable montagne d'illusions » qui cache les faits ?

S'agissant de la souveraineté, Polanyi est aussi clair que sur la question nationale, ce qui devrait, une fois de plus, nous inviter à réfléchir sur les utilisations que l'on fait de son œuvre. Il rappelle, réfléchissant sur la caractère national du fait monétaire qu'on néglige trop souvent : « une des ses toutes premières bêtes noires était le concept « tribaliste » de nation dont la prétendue souveraineté était, pour les libéraux, une résurgence de l'esprit de clocher »⁸². Or, il y a des raisons matérielles fondamentales qui font que le « caractère territorial de la souveraineté n'est pas simplement la conséquence d'associations sentimentales » et, pour illustrer cette hypothèse, il cite Ralph Hawtrey, un économiste - de facture somme toute fort classique - qui rappelle toutefois quelques « vérités d'évidence »⁸³ : « A la différence des populations nomades, le cultivateur s'engage dans des améliorations fixées à un endroit particulier [...] ce sont ces terres défrichées et cultivées, les maisons et les autres constructions [...] elles doivent être construites peu à peu par de patient effort [...] d'où le caractère territorial de la souveraineté qui imprègne nos conceptions de la politique »⁸⁴ (souligné par Polanyi). Or, la gauche actuelle, dont l'esprit est de plus cannibalisé par les séductions du capitalisme nomade de notre actuelle « ère liquide », oublie ces vérités d'évidence, confond internationalismes et marchés « libres » et occulte Rousseau qui avait compris avant l'heure que les déclarations d'amour au monde de l'élite cosmopolite sont une belle façon de n'aimer personne (sauf soi-même, ou sa classe, ou encore les croyants en une foi semblable, les mêmes que soi ...) ⁸⁵.

La décomposition mouvementiste du marxisme

Il n'est donc pas surprenant que certaines gauches radicales et libérales en viennent à réhabiliter le concept de race dans cet esprit du désir du même que soi, esprit majoritaire du temps. Le grotesque finit par le disputer au tragique, comme le montre un anthropologue africaniste, qui note ainsi « que les militants d'une certaine mouvance postcoloniale et altermondialiste refusent tout simplement qu'un regard extérieur puisse être porté sur l'Afrique par des non-Africains ou, plus précisément, par des non-Noirs »⁸⁶. Une certaine dérive des études postcoloniales a permis de justifier ce gigantesque retour en arrière : il suffit de se souvenir du discrédit que les nazis voulurent jeter sur la psychanalyse freudienne comme « science juive ». Les gauches libérale et radicale, qui accueillent, de façon croissante, la référence à la race - et la légitimation du discours en raison de l'origine de ceux qui le tiennent - a ouvert la boîte de Pandore de la destruction de la pensée rationnelle. Nous vivons ainsi dans une atmosphère étrange où des « entrepreneurs d'identité »⁸⁷, qui n'ont pas grand chose à dire sur la fabrique profonde de nos difficultés, colonisent la politique⁸⁸.

⁸¹ *Ibid.*, p. 251.

⁸² *Ibid.*, p. 266.

⁸³ *Ibid.*, p. p. 245.

⁸⁴ Ralph George Hawtrey, *The Economic Problem*, cité par Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 245.

⁸⁵ Rousseau écrit dans un chapitre introducteur de la première version du *Contrat Social* : « Par où l'on voit ce qu'il faut penser de ces prétendus cosmopolites, qui, justifiant leur amour pour la patrie par leur amour pour le genre humain, se vantent d'aimer tout le monde pour avoir droit de n'aimer personne » (cité par Hichem Ghorbel ; *L'idée de guerre chez Rousseau (Volume 2 - Paix intérieure et politique étrangère)*, L'Harmattan, 2010, p. 100). Orwell ne disait-il pas autre chose, écrivant : « Ce sont justement les individus dont le cœur n'a jamais palpité à la vue de l'Union Jack qui, le moment venu, feront faux bond à la révolution ». Finalement, ces individus ont bien fait faux bond, en votant en 2005 pour un traité instituant une contre-révolution néolibérale en Europe.

⁸⁶ Jean-Loup Amselle, *L'Occident décroché - enquête sur les postcolonialismes*, Stock, 2008, p. 255.

⁸⁷ Pour reprendre un mot de Jean-Lou Amselle. Qui remarque justement : « le multiculturalisme est parfaitement congruent avec l'idéologie néolibérale qui influence de façon croissante nos sociétés contemporaines ». Dans *L'ethnisation de la France*, Lignes, 2011, p. 127.

⁸⁸ À côté de la dérive socio-économique que ces discours encouragent, il y a des questions morales et intellectuelles de premier ordre que pose « l'antifascisme de pacotille » (Denis Collin). Au nom de la « lutte pour la reconnaissance », n'a-t-on pas fait silence (au mieux) sur cette poursuite en justice d'un historien qui tenait que les traites négrières n'avaient pas constitué un génocide ? Et cette police des esprits se trouva fort dépourvue, un jour de 2005, quand le gouvernement français voulu faire vérité d'Etat le rôle « positif » de la

Outre ces considérations raciales que s'approprie la gauche, il faut évoquer la matrice idéologique de ce qui rend possible le discours : le « mouvementiste ». Loin des préoccupations de Polanyi sur la souveraineté, le territoire et la culture (dont Orwell est assez proche), règne sur les gauches le « mouvementisme »⁸⁹. Refusant toute leçon de l'histoire, s'abandonnant à ce qui devient une dérive nihiliste, il s'agit toujours pour elles de faire du passé table rase : comme si les slogans du XIXe siècle pouvaient être repris sans dommage. Leur soutien à globalisation et l'Union Européenne, toute entière à la liquidation des vieilles nations au nom de l'« impératif européen », s'explique donc fort bien. Ce *nec plus ultra* de l'action politique reprend, sans imagination, la formule du vieux marxisme révisionniste selon lequel le mouvement était tout, le but n'ayant pas de signification.

En 2014, resurgit alors, aux yeux étonnés de beaucoup, une très vieille nation, l'Ecosse⁹⁰ ; et en 2016, c'est le *Brexit*. Ce sont l'absence de solidarité entre territoires et la pratique du *laissez-passer* intégral qui expliquent ces phénomènes. Nulle surprise dans la résurrection de ces nations ou dans la destruction d'autres, voire dans la création de nouvelles : la société du mouvement perpétuel, vantée à droite et à gauche en passant par le centre, n'est pas vivable. Pierre-André Taguieff écrit ainsi justement : « *il est impossible de vivre en obéissant strictement à l'impératif « bougiste », transfiguration de l'instabilité et de la précarité croissantes, et de l'insécurité généralisée. L'inhumaine tyrannie de cet impératif abstrait est telle qu'elle ne peut que provoquer déception et mésestime de soi, non sans faire surgir une irrépressible demande de frontières, de critères identitaires, bref de limites* »⁹¹. L'épisode écossais risque d'apparaître bientôt comme une aventure policée car, à bien des égards, le nationalisme écossais est de nature *civique*, à la différence de bien d'autres nationalismes européens qui sont de nature *ethnique*. Les mouvementistes de tous bords peuvent méditer chaque jour qui passe sur les conséquences imprévues (à leurs yeux) de leur impossible doctrine.

Les effets pervers de ces discours actuels ont d'autres conséquences : en France, il devient difficile de défendre la laïcité et l'idéal républicain en se prétendant de gauche. Et la droite libérale elle-même devient ostensiblement multiculturaliste. Méditons Orwell⁹², évoquant en 1940 la menace ressentie par la classe moyenne tentée de rallier le camp du fascisme contre le prolétariat : « *Le temps et Hitler aidant, les classes moyennes ont appris un certain nombre de chose et aujourd'hui elle ne ferait peut-être pas cause commune avec leur oppresseur contre leur allié naturel. Mais, leur attitude dépendra en partie de la manière dont on les aura traitées, et l'imbécile propagande socialiste, avec sa manie de s'en prendre systématiquement au « petits-bourgeois », porte à cet égard une lourde responsabilité* »⁹³. Hier, comme aujourd'hui, les représentants auto-désignés des minorités ou des opprimés sont plus le problème que la solution à celui-ci. A cette troupe, il faut agréger les « idiots utiles de la sociologie d'Etat » qui se sont spécialisés dans une « industrie de l'excuse, voire de la légitimation politique » de la pratique délinquante⁹⁴.

Pour sortir du relativisme de la nouvelle gauche, qui est aussi l'idéologie mortifère du capital global, il faut admettre le fait suivant : « *il est impossible de penser une éthique du bien commun si on croit que chacun a sa vérité et que le droit ne peut être que la procédure impartiale et automatique qui tranche des conflits entre individus isolés qui mènent chacun des existences séparées* »⁹⁵.

colonisation ... On peut penser, comme l'écrit aussi Collin, que Nancy Fraser a raison de ne pas opposer « *justice sociale et lutte pour la reconnaissance* ... [même si] *Il reste que c'est bien ce qui se passe en fait* » (Denis Collin, *A dire vrai – incursions philosophiques*, Armand Collin, 2013, p. 81, p. 82 et p. 78). Le problème de la lutte pour la reconnaissance semble alors être le cadre de référence que se donne cette lutte ; or, Fraser, (dans une critique « néopolanyenne » assez curieuse de l'œuvre de Polanyi) fait l'éloge de la positivité des « multiculturalistes » ayant « *vigoureusement remis en question les hiérarchies oppressives de l'après-guerre* ». Or, nombre de revendications culturalistes vont à l'encontre de l'émancipation des femmes : ces exigences ont bien souvent un caractère liberticide qui nous éloigne des combats pour la justice. Ainsi, il faut être aveugle pour ne pas voir les dangers d'une lutte pour la reconnaissance encadrée dans la revendication multiculturaliste (Nancy Fraser, « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néopolanyenne de la crise capitaliste » pp. 39-63, dans Isabelle Hillenkamp et Jean-Laville Laville dir., *Socioéconomie et démocratie - l'actualité de Karl Polanyi*, Editions Erès, p. 61).

⁸⁹ Pour reprendre un terme de Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme – Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Mille et une nuits, 2001, p. 15.

⁹⁰ Mais, qui peut dire que cette revendication - devenue folklorique après 1945 - est sans signification quand 45% du corps électoral l'approuve, contre les présidences américaines et européennes et en dépit du chantage anglais ?

⁹¹ *Ibid.*, p. 80.

⁹² C'est un des mérites de l'œuvre de Michéa que de montrer une continuité entre ces deux auteurs. Il rappelle que Marx, dans sa lettre à Ruge (de 1843), montre que le sens réel de la lutte pour l'émancipation est la « *mise en pratique des idéaux du passé* », ce qui le rapproche de l'exigence orwellienne de la *common decency* et la vision polanyienne du *encastrement* de l'économie dans le social. Voir Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée - la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Flammarion, 2011, p. 113.

⁹³ George Orwell, « Le fascisme prophétisé », pp. 193-197, *Dans le ventre de la baleine ... op. cit.*, p. 197.

⁹⁴ Jean-Claude Michéa, *L'empire du moindre mal – essai sur la civilisation libérale*, 2007, Flammarion, p. 116, souligné par lui.

⁹⁵ Denis Collin, *A dire vrai ... , op. cit.*, p. 231.

Ceci sera difficile.

Conclusion⁹⁶

Que la pensée de Polanyi sur la nation et la souveraineté sente aujourd'hui le fagot montre à quel point la gauche s'est dissoute dans le mouvement sans but d'un progressisme hors sol et sans histoire. Et c'est pourquoi la gauche libérale ou *ultra*, en général, n'est pas vraiment embarrassée par la théorie dominante en économie qui n'est rien d'autre que la rationalisation d'une certaine logique de domination du marchand-financier sur le producteur. Comme l'écrit superbement l'historien Alain Guéry : « *Cela supposerait de revenir sur la théorie du Marché comme théorie du rapport de force pacifié, qu'on appelle dans d'autres secteurs de la vie sociale : domination, celle des marchands ayant pris l'ascendant sur des producteurs, parce qu'à la différence de ceux-ci, attachés à un territoire nécessairement précisé, ils peuvent les mettre en concurrence sur une vaste aire territoriale, devenus aujourd'hui à l'échelle du monde, sans que personne ne prenne plus conscience qu'un territoire vivable est un territoire borné, toute vie sociale ayant besoin de repères, qu'ils soient spatiaux, temporels ou sociaux* »⁹⁷.

⁹⁶ Que le lecteur (qui a eu la patience de lire ce texte jusqu'ici) sache que, au moment de sa parution, *Le Monde* a provoqué une controverse absurde à propos de la revue *Krisis*. Ce genre de procédé ne grandit pas son auteur et, comme l'avait montré Philippe Cohen, nous avons encore une fois la preuve que le quotidien vespéral s'est transformé en simple agent d'influence. Cf. Jérôme Maucourant, « *Le Monde* contre *Krisis* et la France Insoumise », *La Sociale - Analyses et débats pour le renouveau d'une pensée de l'émancipation*, en ligne https://la-sociale.online/archives_la_sociale/le-monde-contre-krisis-et-la-france-insoumise

⁹⁷ Alain Guéry, « Le « juste prix », entre « prix naturel » et « prix équitable » (XVIe-XXIe siècle) », le 21 juin 2016, *Séminaire pluridisciplinaire consacré à l'économie antique*, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon.